

APPEL À CONTRIBUTION

Nous avons le plaisir de publier un appel à contribution pour le prochain colloque de la Chaire MOVE de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, sur le thème de

“Mobilité, justice et libertés à l'ère de la transition écologique”

- **Date** : 5 décembre 2024
- **Lieu** : Palais Beaumont, Pau
- **Date limite d'envoi** des propositions (300 mots) : 31 juillet 2024
- **Notification** des acceptations : 10 septembre 2024
- **Soumission des projets** de contribution (6000 mots, Word) : 25 novembre 2024
- **Langues** : Français/Anglais
- **Remboursement des trajets** : pour les jeunes chercheurs, sur demande et sous conditions de disponibilité des fonds

1. La Chaire MOVE de l'UPPA

Hébergée par l'UMR 6061 TREE de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et du CNRS, la [Chaire E2S UPPA MOVE](#)¹ étudie l'évolution des mobilités sous le prisme du développement durable.

Partenariale, interdisciplinaire et appliquée, elle définit ses objectifs scientifiques en coopération avec les acteurs du secteur pour placer ses **réflexions juridiques** au service de leurs projets comme des anticipations dessinées par les autres disciplines de sciences sociales également représentées au sein de la Chaire.

Lancée en février 2020, la chaire MOVE organise pour son événement de clôture une conférence consacrée à la **justice des mobilités**.

Ce colloque a pour vocation d'aboutir à un ouvrage destiné à éclairer, **de façon prospective et pragmatique**, cet enjeu particulièrement clé de la transition écologique et sociale.

¹ (« MObility evolution towards sustainable deVelopmEnt » – évolution de la mobilité dans le contexte du développement durable)

2. Orientations

Pour son événement de clôture, la Chaire MOVE organise en partenariat avec la plateforme européenne de recherche en droit de l'énergie et du climat, le centre de recherche en droit de l'université Paris-Dauphine (CR2D) et l'université de Bordeaux, une conférence **visant à rassembler acteurs et chercheurs autour des interactions reliant la question de la mobilité à celle de la justice**, examinée sous l'angle de l'équité, des droits et des libertés garantis par les systèmes de transport en transition.

A l'ère du changement climatique, **la mobilité se trouve au cœur des enjeux sociétaux** soulevés par la transition énergétique. Un système de transport efficace et équitable est d'abord primordial pour la cohésion économique et sociale d'un pays. Il conditionne les échanges comme l'accès aux services essentiels, tels que l'éducation et la santé. Fortement émetteur de gaz à effet de serre, ce secteur est encore particulièrement exposé aux fluctuations des prix de l'énergie fossile. Or, les solutions avancées par les gouvernements pour réduire les consommations d'énergie dans les transports puisent dans les réserves mondiales en métaux rares et déstabilisent les équilibres de vie des plus modestes, déjà marginalisés par les lacunes de l'offre, l'insécurité ou encore par l'exposition aux pollutions des transports.

Certes nécessaire, la décarbonation des sociétés actuelles n'en demande pas moins de résoudre une **équation complexe**, si bien que la réception de l'impératif écologique par les systèmes de transport implique de **repenser la justice des mobilités**.

Pour conduire cette réflexion, **les sciences sociales apparaissent d'autant plus légitimes, qu'elles pourraient éclairer un potentiel d'innovation sociale**, de nature à compléter l'évolution contrainte des infrastructures.

Par un **regard à la fois interdisciplinaire et critique**, les SHS peuvent affiner la *connaissance des freins* à l'usage des mobilités décarbonées ou encore *concevoir des solutions innovantes* pour réorganiser les comportements de mobilité, renforcer l'intermodalité des transports, la qualité de l'information et prévoir les conditions d'une *juste implication des usagers*.

Tout en participant à *l'effort analytique des freins*, les juristes (administrativistes, privatistes, constitutionnalistes et internationalistes) *peuvent également être à l'initiative* ou bien accueillir les propositions avancées par les autres disciplines de SHS, dans le but de trouver un sens concret à la notion de justice et d'échafauder au plus vite un **contrat social plus juste**, et donc, plus durable, pour les mobilités en transition.

3. Thématiques suggérées

Nous accueillons les **propositions de toutes disciplines et horizons** (européens, internationaux), mais aussi particulièrement les **retours d'expérience des acteurs du secteur**, traitant des thématiques suivantes :

- Théories de la justice et mobilité
- Mobilité, droits de l'homme et libertés
- Liberté de déplacement et droit à la mobilité pour tous
- Équité et accessibilité des transports
- Aménagement du territoire et inclusivité des transports
- Mobilités et discriminations (nationalité, âge, genre, handicap et revenu)
- Mobilités durables, insertion, intégration et droit du travail
- Justice énergétique, environnementale et climatique des systèmes de transport
- Équité dans les transports et innovations technologiques
- Infrastructures, services publics, communs et mobilités
- Régulation des nouvelles mobilités et partage des voies publiques
- Données de mobilité, souveraineté et sécurité
- Mobilité durable et fiscalité
- Traçabilité des émissions de GES et des polluants imputables aux transports
- Réimaginer les droits et les libertés individuelles, en particulier la liberté de se déplacer

Cette liste n'est pas exhaustive. Nous restons ouverts à vos propositions d'approche.

4. Calendrier de soumission

- Date de soumission des projets de contributions (300 mots) : **31 juillet 2024**
- Notification des acceptations : **10 septembre 2024**
- Envoi du premier projet d'écriture (6000 mots, en **Word**) : **25 novembre 2024**
- Adresse de soumission : justmobility@sciencesconf.org

5. Remboursements de frais de transport

Concernant les **jeunes chercheurs**, les frais de transport pourront être pris en charge **dans la limite des fonds disponibles**. Merci de contacter l'équipe organisatrice, en précisant votre ville de départ et le mode de transport envisagé. Les voyages en avion doivent être justifiés.

6. Opportunité de publication

Les projets sélectionnés feront l'objet d'un **nouvel examen** par le conseil scientifique du colloque dans l'optique d'être publiés au sein d'un ouvrage consacré à la mobilité, à la justice et à la liberté, à l'ère du changement climatique et de la transition.

7. Information et contacts

Pour toutes questions ou besoins d'information : justmobility@sciencesconf.org

8. Composition du conseil scientifique

- **Louis de Fontenelle**, Maître de conférences HDR, Université de Pau et des Pays de l'Adour
- **Aurore Laget-Annamayer**, Professeur de droit, Université de Paris-Dauphine
- **Sébastien Martin**, Maître de conférences, Université de Bordeaux
- **Zeynab Malakouti Khah**, Post-doctorante, Université de Pau et des Pays de l'Adour
- **Anaïs Morin Guerry**, Post-doctorante, Université de Pau et des Pays de l'Adour

CALL FOR PAPERS

We are pleased to announce a call for proposals for the upcoming conference organized by the MOVE Chair of the University of Pau and Pays de l'Adour, on the theme of

“Mobility, Justice and Freedoms in the age of Ecological Transition”

- **Date:** December 5, 2024
- **Location:** Palais Beaumont, Pau, France
- **Submission Abstract Deadline (300 words):** July 31, 2024
- **Notification of Acceptance:** September 10, 2024
- **Full First Draft Paper (6,000 words in Word):** November 25, 2024
- **Languages:** English/French
- **Reimbursement of Transport Costs:** For young researchers upon requests and subject to conditions

1. Presentation of the MOVE Chair

Hosted by the TREE Research Center of the **University of Pau and Pays de l'Adour (UPPA)** and the **French National Center for Scientific Research (CNRS)**, the [Chair E2S UPPA MOVE¹](#) studies the evolution of mobility towards sustainable development.

Partnership-based, interdisciplinary and applied, the MOVE Chair defines its scientific objectives in cooperation with mobility stakeholders to align its **legal reflections** with their projects as well as with the forecasts of other social sciences and humanities disciplines— also represented within the Chair.

Launched in February 2020, the MOVE Chair will conclude with a conference on **Mobility Justice**.

This symposium aims to result in a book designed to provide **prospective and pragmatic insights** into the crucial issue of ecological and social transition.

¹ (« MObility evolution towards sustainable deVelopmEnt » – évolution de la mobilité dans le contexte du développement durable)

2. Orientations

For its closing event, the Chair MOVE is organizing a conference in partnership with the **European Research Platform on Energy and Climate Law**, the **Dauphine Center for Legal Research (CR2D)** of the University of Paris Dauphine-PSL and the **University of Bordeaux**. This conference aims to **bring together practitioners and researchers** to discuss the interactions by linking mobility to social justice and environmental justice.

In the era of climate change and transition, mobility is at a critical crossroads closely linked to issues of justice. Efficient and equitable transport systems are particularly important for economic and social cohesion. However, the current transport sector is not only a major contributor to greenhouse gas emissions exacerbating global warming. It also disproportionately affects marginalized communities, particularly through its exposure to fuel price increases. Governments' measures to reduce fossil fuel consumption tend to deplete the world's reserves of rare metals. They also destabilize the livelihoods of the lowest-income groups, who already suffer from lack of supply, security and pollution.

As societies move towards sustainable practices, it is essential to redesign transport systems to be both environmentally friendly and socially equitable. This involves developing innovative solutions that reduce both inequalities and the carbon footprint of mobility services by promoting soft and shared mobility, developing intermodality and information to ensure equitable access to mobility.

Addressing these intertwined issues of sustainability and equity is essential to create a future where transport not only facilitates movement, but also ensures social equity and resilience in the face of climate change.

To **rethink mobility justice**, the social sciences and humanities seem even more legitimate, as they could shed light on a **potential for social innovation** that could complement the constrained evolution of infrastructures.

Through an *interdisciplinary and critical perspective*, the social sciences can, for example, refine our understanding of the barriers to the use of decarbonized, shared and soft mobility, and design innovative organizational solutions to ensure the effectiveness of the right to mobility for all.

While contributing to the critical and analytical effort, **legal scholars**—including specialists in administrative, private, constitutional and international law—can subsequently embrace the proposals put forward by other disciplines. The aim of such collaboration is to swiftly construct **a fairer and more sustainable social contract** for transitional mobility.

2. Topics of Interest

We welcome **proposals from all disciplines and backgrounds**—European, International—and appreciate **insights and experiences from all stakeholders**, addressing the following themes:

- Theories of justice and mobility
- Mobility, human rights, and freedoms
- Freedom of movement and the right to mobility for all
- Equity and accessibility in transportation
- Urban planning and inclusive transportation
- Mobility and discrimination (nationality, age, gender, disability, and income)
- Sustainable mobility, integration, and labor rights
- Energy, environmental, and climate justice in transport systems
- Equity in transportation and technological innovations
- Infrastructure, public services, commons, and mobility
- Regulation of new mobility and shared public spaces
- Mobility data, sovereignty, and security
- Sustainable mobility and taxation
- Traceability of GHG emissions and pollutants attributable to transport
- Reimagining rights and individual freedoms, particularly the freedom to move

This list is not exhaustive. We are open to suggestions.

3. Submission Timeline

We invite both **theoretical and empirical papers**, as well as case studies and practice-based research. Submissions will be considered for presentation at the conference and *for inclusion in a forthcoming edited book on Mobility and Justice*.

- Abstract Submission (300 words, in Word format): **July 31, 2024**
- Notification of Acceptance: **September 10, 2024**
- Full First Draft Paper Submission (6,000 words, in Word format): **November 25, 2024**
- Email Submission: justmobility@sciencesconf.org

4. Reimbursement of Transport Costs

For **young researchers**, transport costs may be covered **within the limits of available funds**. Please contact the organizing team, specifying *your city of departure* and the *means of transportation*. Air travel must be justified.

5. Publication Opportunity

Selected proposals will undergo **further review** by the conference's scientific committee for potential inclusion in a book dedicated to mobility, justice and freedom in the age of climate change and transition.

6. Information and Contact

For any questions or more information: justmobility@sciencesconf.org

7. Scientific Committee

- **Louis de Fontenelle**, Professor in Law, University of Pau and Pays de l'Adour, Director of the MOVE Chair, France
- **Aurore Laget-Annamayer**, Professor in Law, University of Paris Dauphine-PSL, France
- **Sébastien Martin**, Professor in Law, University of Bordeaux, France
- **Zeynab Malakouti Khah**, Postdoctoral Researcher, University of Pau and Pays de l'Adour, MOVE Chair, France
- **Anaïs Morin Guerry**, Postdoctoral Researcher, University of Pau and Pays de l'Adour, MOVE Chair, France